

Berne, le 13 février 2018

La mémoire des anciens **«La Suisse ne faisait qu'une personne»**

Fondé en 1961 au niveau fédéral, notre parti a atteint la seconde moitié de la cinquantaine. Dès et y compris nos premiers adhérents – auxquels nous devons tant! –, quatre générations de militants se sont succédées en son sein. Il nous a semblé nécessaire de recueillir les témoignages de celles et de ceux qui étaient présents dès les premières heures de notre action pour la sauvegarde de notre patrie. Car il en va de l'histoire de notre parti, donc de toutes celles et de tous ceux qui l'ont fait vivre depuis ses origines en dépit de tant de vents contraires. Au-delà, il s'agit d'une page d'histoire de notre pays. Cette mémoire doit être préservée. Pour être transmise et cultivée.

25 novembre 2017. Annette F., née en 1921 et dont l'ascendance vaudoise est documentée depuis 1592, nous reçoit dans son logement des hauts de Lausanne.

D'une hospitalité et d'une gentillesse émouvantes, le regard pétillant de vivacité, notre amie entre immédiatement dans le vif du sujet. Avec un aplomb intellectuel qui nous impressionnera durant tout l'entretien initial (tout comme lors des entretiens complémentaires portant sur divers points spécifiques), elle relève d'emblée que, pour elle, seul comptait et compte encore l'amour de la patrie. Et rappelle que, dès le début des années 1950, il y avait eu une arrivée massive d'Italiens, que «l'industrie faisait venir»; par la suite sont venus les Espagnols, puis les Portugais. L'économie était parvenue à faire passer ses propres intérêts avant ceux du pays. A telle enseigne que d'aucuns prétendaient même qu'il était «antipatriotique» (!) de vouloir réduire l'arrivée d'étrangers. «Le climat de confiance a été ébranlé»; il y avait un

«grand malaise». Les Italiens, «venus en conquérants», étaient «trop envahissants» et «bruyants»; leur attitude pouvait se résumer en une phrase: «La Suisse a besoin de nous». En d'autres termes, «ils se sentaient protégés». A tel point que des Suisses de retour de l'étranger après un séjour de plusieurs années ne reconnaissaient parfois plus leur pays. Il ne s'agissait pas de «se battre contre l'individu mais [contre] ce qu'on nous imposait».

«Le mouvement patriotique vaudois s'était constitué à la fin des années 1950 déjà, avant de passer entièrement à l'Action nationale au début des années 1960. Le mouvement était alors dirigé par M. Carrard. Les séances étaient tenues à intervalles réguliers. L'assemblée cantonale annuelle réunissait couramment une centaine de participants, parfois même jusqu'à deux cents. On chantait le Cantique suisse. C'était émouvant». Notre amie est membre fondatrice de l'Action nationale. Pour elle, s'engager était en effet la chose la plus naturelle au monde.

Car il s'agissait de «se battre sur le terrain». Ce qu'elle a fait durant de longues années. Jusqu'à être élue conseillère communale à Lausanne en 1973. Mais, pour elle, l'action politique institutionnelle n'était pas au premier plan. «Je n'ai jamais voulu siéger dans une commission, c'était trop de parlotte». Non, l'essentiel se passait hors des cénacles. Car il s'agissait, à certaines occasions, de «contrer les réunions» de nos ennemis politiques. Réagissant à la surprise de son interlocuteur, notre amie poursuit, désarmante: «Mais si. Les Kurdes avaient organisé une manifestation sur la Place Saint-François, suivie d'une réunion à l'Eglise. Nous en avons eu vent et étions entrés dans l'Eglise Saint-François avant le début de la manifestation. Nous avons mis du poil à gratter sur les sièges et de la poudre à éternuer sur les dossiers. En outre, nous avons emporté environ la moitié des tracts qui s'y trouvaient. C'était dans les années 1970, je ne sais plus quand exactement. Par la suite, lors de la manifestation, nous avons fait face à ces étrangers. Le drapeau suisse avait alors été mis à feu par des Kurdes. La police était présente, mais n'a pas eu à intervenir pour séparer les deux camps. Les Kurdes sont revenus l'année suivante. Mais plus après, du moins à ma connaissance». De même, dans les années 1980, notre amie a dénoncé à la police trois Africains qui s'apprêtaient à contracter des mariages blancs; ces individus ont été relâchés le lendemain de leur arrestation. Il s'agissait de rappeler à ces étrangers que, non, ils ne sont pas les bienvenus chez nous; que, non, notre pays n'est pas le leur.

Notre amie réfute encore un mythe. «Il n'est pas vrai que les Italiens gagnaient moins que les Suisses. Dans l'entreprise où travaillait mon mari, ils touchaient 50 centimes de plus de l'heure que lui», alors même que certains d'entre eux étaient illettrés. Avant d'ajouter: «Mais je ne sais pas si c'était généralisé dans les autres entreprises». Notre amie se souvient aussi d'une femme de ménage italienne qui, surprise à endommager des œuvres d'art appartenant à ses employeurs, s'était contentée de rétorquer «Ils sont assez riches».

Le climat était alors au chacun pour soi. Quand bien même l'économie connaissait alors des taux de croissance importants, sans commune mesure avec la situation actuelle. Ce qui montre que ce ne sont pas d'abord les ressources matérielles théoriquement disponibles qui favorisent la solidarité, mais bien plutôt l'appartenance commune et l'identité partagée, vécues au quotidien.

Prenant du recul, notre amie évoque sa vie intérieure: «Le meilleur sentiment est que je n'ai pas de haine pour l'étranger. Je suis toujours autant patriote qu'à l'époque». Justement, une fois connus les faits, quel était le climat psychologique de ces années?

Notre amie se replonge à l'ère de la Mobilisation. Adolescente en 1939, elle se souvient d'un «climat de peur» récurrent, qu'elle dépeint de manière saisissante¹⁾. Mais aussi d'une «solidarité merveilleuse», qui nous paraît proprement inouïe aujourd'hui. Jugez plutôt: «On a fait des vignes le dimanche si quelqu'un ne les avaient pas encore faites. Sans rien demander». En effet, c'était souvent à l'occasion du culte que l'on apprenait que tel ou tel était «en retard» dans ses vendanges ou dans le traitement de ses vignes, notamment parce qu'un ou plusieurs fils se trouvaient mobilisés. Annette mentionne aussi les *Lessives de guerre*, créées à l'initiative de Mme Guisan, épouse du Général en chef, et qui permettaient aux soldats sans famille de faire laver et même reprendre gratuitement leurs habits militaires.

Cette solidarité s'étendait aux victimes de la guerre. «Un jour, la radio a annoncé l'arrivée d'un train de grands blessés français en gare de Renens. Nous les avons accueillis avec du chocolat et des cigarettes». Aucun doute n'est plus permis: Si la Suisse a pu traverser cette époque, c'est grâce aux effets conjugués des pleins pouvoirs conférés au Conseil fédéral, de l'économie de guerre²⁾, du Plan Wahlen et

d'un travail acharné, mais aussi de la solidarité manifestée les uns envers les autres. Sans avoir été décrétée. En effet, «on ne parlait pas d'argent»; il y avait «un climat de confiance»; «la solidarité entre Suisses nous donnaient une force»; «il n'y aurait pas eu le même élan sans solidarité». C'est cependant une phrase extraordinaire qui, selon nous, illustre le mieux cette situation: «La Suisse ne faisait qu'une personne». Des mots que l'on a envie de graver dans le marbre.

C'est cette solidarité qui a été mise à mal par l'emprise étrangère. «Les étrangers ont d'emblée bénéficié d'avantages sociaux que nous n'avions pas dans les années trente. Alors que les Suisses n'ont pas pu émigrer massivement durant la crise d'avant-guerre». En effet, faut-il rappeler que la crise des années 1930 avait laminé l'économie? Que la nourriture était rationnée durant la Mobilisation³⁾? Et que la Suisse n'a jamais profité des richesses d'un empire colonial?

Car notre amie aborde la vie quotidienne. En parlant d'abord de l'obscurcissement des logements pendant la nuit⁴⁾. Ou en évoquant le fait que le chauffage insuffisant contraignait souvent à remettre des vêtements de travail encore mouillés de la veille, ce qui lui a occasionné des séquelles pulmonaires durables. Ou encore en mentionnant que les femmes avaient dû effectuer des travaux jusqu'alors presque uniquement dévolus aux hommes. Y compris soulever à deux des sacs de pommes de terre de 100 kg (dont le poids standard n'a été ramené à 50 kg qu'*après* la Mobilisation). Ce n'est donc pas par hasard que le Général Guisan lui-même a publiquement exprimé sa reconnaissance à la femme suisse dans un discours.

Car notre amie n'embellit nullement le passé. En effet, elle nous décrit aussi une Suisse marquée par des préjugés confessionnels dont nous n'avons plus guère idée aujourd'hui et qui étaient alors hélas fréquents, de part et d'autre. Pour ajouter, faits à l'appui, en avoir été victime durant sa jeunesse et au début de l'âge adulte encore. La paix revenue, notre amie était mariée; à l'approche du milieu de la vingtaine, il était alors trop tard pour entreprendre l'apprentissage de puéricultrice (de *nurse*, comme l'on disait alors) dont elle rêvait – et qui, de toute façon, n'aurait pas été gratuit. Une demi-douzaine d'années perdues pour ce qui était des perspectives professionnelles. Comme le lui a un jour dit, admiratif, le médecin qui devait l'opérer: «Vous êtes la dernière génération des sacrifiés, toujours contents».

Un fait vécu par notre amie illustre le recul de la solidarité déjà évoqué: «Un voisin polonais s'était proposé pour m'aider à faire mes paiements mensuels. Il s'en était chargé durant quelque temps. Un jour, il m'a demandé de l'argent pour ce service que je n'avais pourtant jamais sollicité. Le hasard voulait que j'avais alors un billet de cent francs sur la table. Je le lui ai donné pour couper court et il est parti avec. Il n'est plus revenu depuis».

Quel Suisse se serait comporté de la sorte? Est-il plus difficile d'aider une vieille dame à remplir quelques BVR une fois par mois ou d'aider spontanément dans les vignes, le dimanche après une semaine de travail de six jours? Même si, répondant à une question de l'auteur, notre amie précise n'avoir jamais constaté de malversation dans ses paiements. Actuellement, il lui est impossible d'obtenir de l'aide de ses voisins, presque tous étrangers; l'auxiliaire de ménage envoyée par la commune décompte ses prestations à la minute près. Le voisin polonais en question était en outre bien accompagné. Puisque sa femme a déclaré à notre amie: «Je ne serai jamais suisse. Je déteste la Suisse», avant de se voir répondre, prestement: «Je vous le rends bien». Voilà qui est dit. Et qui a d'autant plus de poids que la femme en question était naturalisée. Uniquement pour l'argent, comme elle l'a explicitement avoué en se frottant le pouce et l'index.

En quelques années, l'emprise étrangère a donc eu des effets sociaux autrement plus délétères que la pauvreté et les préjugés confessionnels qui ont pourtant marqué de leur empreinte notre pays durant si longtemps.

Pour conclure ...

Merci! Le courage et la modestie de notre aînée nous laissent sans voix. Oui, nous ne trouvons pas les mots pour exprimer notre gratitude et notre respect à l'égard de cette génération, qui peut partir la tête haute. Comme tant d'autres témoignages de faits remontant à plus d'un demi-siècle, le récit de ces souvenirs ajoute la beauté à la précision. Ils achèvent de nous convaincre que, décidément, rien n'est plus important, plus vrai, plus authentique, que ce qui se passe dans la vie des gens. Une existence que la politique de notre mouvement tend, justement, à améliorer au quotidien. A nous de poursuivre l'action des anciens dans les conditions actuelles!

(nom de l'auteur de l'article connu de la rédaction)

1) Ce climat trouvait son expression dans une exigence de discrétion quotidienne, surtout envers les inconnus: «Qui ne sait se taire nuit à son pays»; «La parole est d'argent mais le silence est d'or».

2) Une législation économique plutôt dirigiste était du reste en vigueur avant la Mobilisation déjà. Par exemple, il fallait une autorisation pour abattre un noyer, essence dont le bois servait à fabriquer les crosses de mousqueton. Ainsi, lorsque notre amie avait «au maximum quinze ans», soit en 1936 au plus tard, son père a dû se justifier d'avoir arraché un petit noyer dont la tige avait été détruite par le vent, l'arbrisseau étant de ce fait de toute façon perdu. Des fonctionnaires fédéraux s'étaient déplacés depuis Berne pour constater qu'aucune infraction n'avait été commise.

3) Le rationnement était rigoureusement appliqué et ne se limitait pas aux cartes: on devait consommer le pain de l'avant-veille, puisque le pain sec procure une meilleure sensation de satiété, de sorte que l'on en mangeait moins. De même, il était interdit de nourrir les poules avec des céréales (blé, avoine ou orge). Etant rappelé que les poules d'antan poussaient moins d'œufs que nos actuelles poules de batterie, et encore avec des fortes variations saisonnières.

4) Car les mesures liées aux pleins pouvoirs ne se limitaient évidemment pas à l'alimentation. De nombreux aspects de la vie étaient concernés. Par exemple, selon les souvenirs de notre amie, c'est en 1940 qu'a été introduite l'obligation pour les majeurs d'avoir une carte d'identité et d'en être porteur en permanence sur le domaine public. Les photographes ne manquaient pas de travail, vu le nombre des photos d'identité nécessitées par ces nouvelles cartes!